



HAL
open science

Le sous-sol de l'empire nucléaire

Sezin Topçu

► **To cite this version:**

Sezin Topçu. Le sous-sol de l'empire nucléaire. Colonisations. Notre histoire., Seuil, 2023. hal-04368316

HAL Id: hal-04368316

<https://hal.science/hal-04368316>

Submitted on 31 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le sous-sol de l'empire nucléaire

Sezin Topçu

« L'empire nucléaire » français se constitue, dans l'après 2^{ème} Guerre mondiale, suivant une triple ambition : la grandeur militaire, l'équipement de l'Hexagone en centrales nucléaires et l'exportation de technologies nucléaires pour devenir le leader atomique mondial. Un projet si colossal requiert alors, pour se concrétiser, des investissements tout aussi colossaux. Les matières premières, et en particulier l'uranium occupe dans ce cadre une place centrale. L'enjeu est non seulement de sécuriser les quantités nécessaires pour la nucléarisation de la nation, mais également de contrer l'hégémonie grandissante en la matière des États-Unis – accompagnés par le Canada et le Royaume-Uni – moyennant prospections tous azimuts, élaboration des savoir-faire de pointe, et contrôle des marchés et voies de circulation transnationale du précieux minerai.

La France ambitionne dès le milieu des années 1940 de devenir l'un des principaux fournisseurs et maîtres d'uranium au monde. La tâche est déléguée au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), créé le 18 octobre 1945. Une Direction des recherches et exploitations minières (DREM) est mise en place la même année, et les prospections de l'uranium sont lancées en métropole et dans les colonies. La première menée à Madagascar démarre même quelques mois avant la création officielle du Commissariat. Par la suite, les géologues du CEA partent en mission dans bien d'autres colonies : Maroc, Tunisie, Algérie, Afrique équatoriale française, Côte d'Ivoire, Sénégal, Indochine. Ces experts de la prospection ont alors une telle importance que pour éviter qu'ils ne disparaissent en masse en cas d'un éventuel crash aérien, ils sont envoyés en Afrique en petites équipes seulement. Pendant les cinq premières années du CEA, près de la moitié de son budget est réservé à la DREM. En 1952, le 1^{er} Plan quinquennal du développement de l'énergie atomique alloue des crédits colossaux à la prospection et l'exploitation de l'uranium, ce qui ravive au Parlement les doutes sur le caractère officiellement pacifique des recherches atomiques nationales. Aux premiers gisements importants identifiés à la Crouzille (1948), au Limousin (1949), dans le Rhin-Supérieur (1951) et dans le Cantal (1955) se succèdent ceux au Gabon (1956) et au Niger (1957). Le « ratissage systématique » de l'Afrique, tel que le décrivent les dirigeants de la DREM, est en marche. En parallèle, le CEA développe des techniques de concentration chimique du minerai à Chatillon, au Bouchet, à Gueugnon, puis ailleurs. En l'espace de 25 ans, de l'Afrique au Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud à l'Asie du Sud, de l'Australie aux États-Unis, les géologues du CEA auront prospecté presque dans tous les continents.

C'est en 1957 que le CEA découvre les gisements nigériens qui s'avèrent être les plus importantes réserves d'uranium en Afrique. Ils alimentent quelques décennies plus tard pas moins de 30% de l'uranium nécessaire pour l'exploitation du parc nucléaire national. Plus généralement, la France aura transformé le Niger en l'un des principaux producteurs mondiaux d'uranium, en même temps qu'il demeure l'un des pays les plus pauvres au monde. Pendant la seule décennie 1960, plus de 100 millions de FF sont consacrés à la recherche de l'uranium dans le désert nigérien ; 120 000 km² de sol sont survolés par les géologues du CEA ; plus de 200 000 km² de surfaces sont parcourus à pied ou en véhicule ; plus de 600 km² de terres subissent des forages à des profondeurs pouvant atteindre 450 mètres. L'exploitation du sous-sol nigérien aurait pu être entravée par l'accès à l'indépendance du pays en août 1960. Celui-ci n'intervient cependant pas sans contraintes. Le 24 avril 1961, la France signe avec le Niger, la Côte d'Ivoire et le Dahomey (futur Bénin) un accord qui définit les conditions de coopération dans le domaine des matériaux de défense. L'accord déclare l'uranium « matière première stratégique », aux côtés du thorium, du lithium, du béryllium et des hydrocarbures liquides et gazeux. Il stipule que le Niger (ainsi que la Côte d'Ivoire et le Dahomey) « réservent par priorité leur vente [d'uranium] à la République française après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure, et s'approvisionnent par

TOPÇU S., 2023, « Le sous-sol de l'empire nucléaire », *Colonisations. Notre histoire*, Paris, Seuil.

priorité auprès d'elle ». Cet accord impose également aux trois anciennes colonies de faciliter, au profit de l'armée française, le stockage de l'uranium tout en limitant l'exportation de l'uranium vers d'autres pays. La France prend ainsi sous contrôle l'utilisation de l'uranium africain au moment où elle renonce à son pouvoir colonial dans ce continent.

À la fin des années 1960, le CEA (puis la Cogema) s'installe définitivement au Niger avec deux compagnies minières. Deux villes minières sont créées à cet effet : Arlit et Akokan. « Arlit est une grosse commune paisible et pauvre, sans relief ni attractions. (...) À l'hôpital privé, sur les murs du cabinet du pédiatre, est épinglé le bateau Areva qui portait les couleurs françaises lors de la dernière Coupe de l'America. 'On est ici un peu chez nous', reconnaît un cadre dirigeant du groupe », rapporte en 2005 un journaliste français s'étant rendu sur place. Jusqu'alors, la plupart des Français n'avaient jamais entendu parler d'Arlit, de ce « chez nous », ni ne savaient que le sous-sol de leur confort électrique portait ce nom. Les alertes lancées au milieu des années 2000 par les mineurs nigériens atteints par de nombreuses maladies radioinduites permettront de briser le silence pour la première fois.

Bibliographie

G. Hecht, 2016, *L'uranium africain. Une histoire globale*, Paris, Seuil.

M. Adamson, 2020, "Nuclear reach: uranium prospection and the global ambitions of the French nuclear programme, 1945–65", *Cold War History*, 21(3): 319-336.

B. Goldschmidt, 1980, *Le complexe atomique. L'histoire politique de l'énergie nucléaire*, Paris, Fayard.